

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

## ARRETES DU MAIRE - Services techniques

## MAI 2019

ARST_2019_60	TRAVAUX INEO INFRACOM 55 A 57 RUE MAXIME GUILLOT STATIONNEMENT_Du 06.05.19 AU 15.05.19	1-2
ARST_2019_61	TRAVAUX INEO INFRACOM 55 A 57 RUE MAXIME GUILLOT CIRCULATION_DU 06.05.19 AU 15.05.19	3-4
ARST_2019_62	CEREMONIE DU 8 MAI 2019	5-6
ARST_2019_63	TRAVAUX SNCTP 4 A 6 AV. R. CARRAZ ET 44 BD BAZIN STATIONNEMENT_DU 13.05.19 AU 22.05.19	7-8
ARST_2019_64	TRAVAUX SNCTP 4 A 6 AV. R. CARRAZ ET 44 BD BAZIN CIRCULATION_DU 13.05.19 AU 22.05.19	9-10
ARST_2019_65	TRAVAUX TETEELEC 9 A 11 RUE G. ROUPNEL ENEDIS STATIONNEMENT_DU 08.05.19 AU 22.05.19	11-12
ARST_2019_66	TRAVAUX TERELEC 9 A 11 RUE G. ROUPNEL ENEDIS CIRCULATION_DU 09.05.19 AU 22.05.19	13-14
ARST_2019_67	TRAVAUX SOCATER 9 RUE G.ROUPNEL GRDF STATIONNEMENT_DU 13.05.19 AU 20.05.19	15-16
ARST_2019_68	TRAVAUX SOCATER 9 RUE G.ROUPNEL GRDF CIRCULATION_DU 13.05.19 AU 20.05.19	17-18
ARST_2019_69	TRAVAUX ETM 9 RUE G.ROUPNEL SUEZ STATIONNEMENT_D8 13.05.19 AU 24.05.19	19-20
ARST_2019_70	TRAVAUX ETM 9 RUE G.ROUPNEL SUEZ CIRCULATION_DU 13.05.19 AU 24.05.19	21-22
ARST_2019_71	DEMENAGEMENT M. ROUSSEL 6 RUE PASTEUR_DU 17.05.19 AU 19.05.19	23-24
ARST_2019_72	DEMENAGEMENT AU 5 RUE CHANGENET ENTREPRISE DEMENAGEMENT DIJON_15.05.2019	25-26
ARST_2019_73	TRAVAUX SUEZ RUE GEORGE SAND CÔTE IMPAIR STATIONNEMENT_DU 20.05.19 AU 24.05.19	27-28

ARST_2019_74	TRAVAUX SUEZ RUE GEORGES SANS CÔTE IMPAIRE CIRCULATION_DU 20.05.19 AU 24.05.19	29-30
ARST_2019_75	SEBBAR POSE D'UN ÉCHAFAUDAGE POUR TX FAÇADES 30 RUE A. THIBAUT_DU 17.05.19 AU 07.06.19	31-32
ARST_2019_76	DEMENAGEMENT 22 RUE E.RENAN LE 28.05.2019	33-34
ARST_2019_77	TRAVAUX PENNEQUIN 42 BD HENRI BAZIN STATIONNEMENT RESERVE POUR DÉMOLITION CLINIQUE_DU 20.05.19 AU 28.06.19	35-36
ARST_2019_78	TRAVAUX BOUYGUES E.S CITELUM 45 à 54 RUE DE MARSANNAY CIRCULATION_DU 17.06.19 AU 28.06.19	37-38
ARST_2019_79	TRAVAUX BOUYGUES E.S CITELUM 45 à 54 RUE DE MARSANNAY STATIONNEMENT_DU 15.05.19 AU 28.06.19	39-40
ARST_2019_80	OUVERTURE AU PUBLIC COUR HOTEL DE VILLE	41-42
ARST_2019_81	INTERDICTION CIRCULATION ET STATIONNEMENT IMPASSE ENTRE 24 ET 34 RUE MESSIDOR_DU 24.05.19 AU 25.05.19	43-44
ARST_2019_82	FEUX D'ARTIFICE DU 13 JUILLET 2019	45-46
ARST_2019_83	TRAVAUX MB2TI RUE ALEXIS PIRON SUEZ CIRCULATION_DU 03.06.19 AU 07.06.19	47-48
ARST_2019_84	TRAVAUX MB2TI RUE ALEXIS PIRON SUEZ STATIONNEMENT_DU 03.06.19 AU 07.06.19	49-50
ARST_2019_85	INTERDICTION TERRAIN D'HONNEUR T1 DU STADE LEO LAGRANGE_DU 10.06.19 AU 15.09.19	51
ARST_2019_86	TRAVAUX STRUCTURES FLORALES AVENUE R. CARRAZ_DU 27.05.19 AU 29.11.19	52-53
ARST_2019_87	TRAVAUX MB2TI RUE LAMARTINE SUEZ CIRCULATION_DU 03.06.19 AU 07.06.19	54-55
ARST_2019_88	TRAVAUX MB2TI RUE LAMARTINE SUEZ STATIONNEMENT_DU 03.06.19 AU 07.06.19	56-57

**ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités territoriales

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques

Vu le Code de la voirie routière,

Vu la demande effectuée sous le numéro 191142 par laquelle INEO INFRACOM pour le compte de ORANGE S.A. sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public pour réaliser son chantier

Vu la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant INEO INFRACOM pour le compte de ORANGE S.A. à engager sur son domaine les travaux objets de la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

**CONSIDERANT**

que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations sur l'espace public lors du déroulement des travaux relatifs à la demande susvisée que doit assurer l'entreprise INEO INFRACOM pour le compte de ORANGE S.A., il est nécessaire de délivrer un permis de stationnement définissant les conditions d'installation du chantier RUE MAXIME GUILLOT que cette occupation temporaire, pour la réalisation d'un chantier, n'est pas soumise à l'obligation de sélection prévue par l'article L22212-1-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

**ARRÊTE****Article 1**

L'entreprise INEO INFRACOM est autorisée sous réserve de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, à occuper le domaine public du 55 au 57 RUE MAXIME GUILLOT (Chenôve) sur trottoir et sur chaussée, conformément à l'emprise de chantier définie dans la demande susvisée, à compter du 06/05/2019 jusqu'au 15/05/2019.

**Article 2**

La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date de l'occupation de la dépendance domaniale, telle qu'elle résulte notamment de l'instruction sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel. Par ailleurs, la signalisation permanente qui viendrait à être masquée ou déposée à l'occasion du chantier devra être rétablie.

L'entreprise INEO INFRACOM doit, en outre et le cas échéant, respecter les prescriptions particulières de l'arrêté de police réglementant la circulation à l'occasion du chantier.

L'entreprise INEO INFRACOM a la charge de la signalisation et est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation, qui doit être maintenue de jour comme de nuit.

L'entreprise INEO INFRACOM devra également maintenir en bon état de propreté, pendant toute la durée des travaux, l'espace qui lui est alloué et ses alentours. A la fin des travaux, le domaine public devra être laissé en parfait état. A défaut, la remise en état en sera effectuée par la collectivité au frais du pétitionnaire.

**Article 3 : Validité et renouvellement de l'autorisation**

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie

sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre immédiatement les lieux dans leur état primitif. En cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

#### **Article 4**

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel la collectivité se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **Article 5**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de la Police Nationale
- Monsieur le Directeur des Services Techniques
- Police Municipale de Chenôve
- L'entreprise INEO INFRACOM
- ORANGE S.A.

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD  
Date : 01/05/2019  
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux travaux

**ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 413-1

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 2ème partie, signalisation de danger et le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

Vu la demande de travaux effectuée sous le numéro 191142 par laquelle il est demandé l'autorisation d'installer un chantier dans l'emprise de la voirie au bénéfice de l'entreprise INEO INFRACOM pour le compte de ORANGE S.A.

Vu la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant le demandeur à engager sur son domaine les travaux objets de la demande susvisée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

Vu le permis de stationnement autorisant l'entreprise INEO INFRACOM à installer le chantier relatif à la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

**CONSIDÉRANT**

que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations à la circulation lors du déroulement des travaux sur ouvrages de télécommunications que doit réaliser l'entreprise INEO INFRACOM pour le compte de ORANGE S.A., il est nécessaire de prendre des mesures spéciales de restriction de la circulation : RUE MAXIME GUILLOT

**ARRÊTE****Article 1**

A TITRE TEMPORAIRE - POUR CAUSE DE TRAVAUX  
LIMITATION DE VITESSE, NEUTRALISATION DE VOIE et MESURE LIBRE  
CIRCULATION

du 55 au 57 RUE MAXIME GUILLOT (Chenôve), à compter du 06/05/2019 jusqu'au 15/05/2019, les prescriptions suivantes s'appliquent.

La circulation s'effectue à double sens sur chaussée rétrécie.

La circulation des piétons est interdite sur le trottoir.

Les piétons devront emprunter le trottoir d'en face. La signalisation suivante sera mise en place de part et d'autre du chantier : panneau "Piétons, traversez" + 30 mètres avant le chantier : AK5 + panneau "Traversée de piétons".

La vitesse maximale autorisée des véhicules est fixée à 30 km/h.

**Article 2**

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par l'entreprise INEO INFRACOM.

**Article 3**

Le présent arrêté devra être affiché visiblement sur les lieux.

**Article 4**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de la Police Nationale
- Monsieur le Directeur des Services Techniques
- Police Municipale de Chenôve
- L'entreprise INEO INFRACOM
- ORANGE S.A.

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD  
Date : 01/05/2019  
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux travaux

## **ARRÊTÉ DU MAIRE**

### **Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu le Code de la route,  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement de la 74<sup>ème</sup> cérémonie commémorative nationale de la Victoire du 8 mai 1945, le mercredi 8 mai 2019, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement sur certaines voies communales.

### **ARRÊTE**

#### **Article 1 :**

Le stationnement est interdit, sous peine d'enlèvement des véhicules, sur la place du Monument, de 9h00 à 12h00.

#### **Article 2 :**

La circulation est interdite pendant la durée de la cérémonie et du défilé à partir de 11h00 :

- rue du 11 Novembre 1918,
- rue Jules Blaizet,
- rue Charles Poisot,
- rue Jean Druet,
- rue Alfred Changenet,
- place du Monument,
- place Anne Laprêvote,
- rue Armand Thibaut,
- Carrefour rue Armand Thibaut/rue Edouard Branly,
- place Pierre Meunier.

#### **Article 3 :**

**Cet arrêté est exécutoire le mercredi 8 mai 2019.**

#### **Article 4 :**

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

#### **Article 5 :**

La protection du circuit et la signalisation correspondante seront fournies et mises en place par les services techniques municipaux, selon la réglementation en vigueur.

#### **Article 6 :**

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

#### **Article 7 :**

Copie du présent arrêté sera adressée à :  
Monsieur le Président de Dijon Métropole,  
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,  
Madame la Responsable du Commissariat de Chenôve,  
Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques,  
Police Municipale,  
Centre Technique Municipal (service fêtes et cérémonies)  
Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD  
Date : 03/05/2019  
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux  
travaux



**ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités territoriales

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques

Vu le Code de la voirie routière,

Vu la demande effectuée sous le numéro 191137 par laquelle SNCTP pour le compte de GRDF sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public pour réaliser son chantier

Vu la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant SNCTP pour le compte de GRDF à engager sur son domaine les travaux objets de la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

**CONSIDERANT**

que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations sur l'espace public lors du déroulement des travaux relatifs à la demande susvisée que doit assurer l'entreprise SNCTP pour le compte de GRDF, il est nécessaire de délivrer un permis de stationnement définissant les conditions d'installation du chantier AVENUE ROLAND CARRAZ et BOULEVARD HENRI BAZIN

que cette occupation temporaire, pour la réalisation d'un chantier, n'est pas soumise à l'obligation de sélection prévue par l'article L22212-1-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

**ARRÊTE****Article 1**

L'entreprise SNCTP est autorisée sous réserve de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, à occuper le domaine public du 4 au 6 AVENUE ROLAND CARRAZ du côté pair (Chenôve) et 44 BOULEVARD HENRI BAZIN (Chenôve) sur trottoir et sur stationnement, conformément à l'emprise de chantier définie dans la demande susvisée, à compter du 13/05/2019 jusqu'au 22/05/2019.

**Article 2**

La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date de l'occupation de la dépendance domaniale, telle qu'elle résulte notamment de l'instruction sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel. Par ailleurs, la signalisation permanente qui viendrait à être masquée ou déposée à l'occasion du chantier devra être rétablie.

L'entreprise SNCTP doit, en outre et le cas échéant, respecter les prescriptions particulières de l'arrêté de police réglementant la circulation à l'occasion du chantier.

L'entreprise SNCTP a la charge de la signalisation et est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation, qui doit être maintenue de jour comme de nuit.

L'entreprise SNCTP devra également maintenir en bon état de propreté, pendant toute la durée des travaux, l'espace qui lui est alloué et ses alentours. A la fin des travaux, le domaine public devra être laissé en parfait état. A défaut, la remise en état en sera effectuée par la collectivité au frais du pétitionnaire.

**Article 3** : Validité et renouvellement de l'autorisation

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit

réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre immédiatement les lieux dans leur état primitif. En cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

#### **Article 4**

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel la collectivité se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **Article 5**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de la Police Nationale
- Monsieur le Directeur des Services Techniques
- Police Municipale de Chenôve
- L'entreprise SNCTP
- GRDF

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD  
Date : 03/05/2019  
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux travaux

**ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 413-1 et R.417-10

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 2ème partie, signalisation de danger et le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

Vu la demande de travaux effectuée sous le numéro 191137 par laquelle il est demandé l'autorisation d'installer un chantier dans l'emprise de la voirie au bénéfice de l'entreprise SNCTP pour le compte de GRDF

Vu la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant le demandeur à engager sur son domaine les travaux objets de la demande susvisée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

Vu le permis de stationnement autorisant l'entreprise SNCTP à installer le chantier relatif à la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

**CONSIDÉRANT**

que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations à la circulation lors du déroulement des travaux sur réseaux de gaz que doit réaliser l'entreprise SNCTP pour le compte de GRDF, il est nécessaire de prendre des mesures spéciales de restriction de la circulation : AVENUE ROLAND CARRAZ et BOULEVARD HENRI BAZIN

**ARRÊTE****Article 1**

A TITRE TEMPORAIRE - POUR CAUSE DE TRAVAUX  
NEUTRALISATION DE VOIE, LIMITATION DE VITESSE et INTERDICTION DE  
STATIONNEMENT

du 4 au 6 AVENUE ROLAND CARRAZ du côté pair (Chenôve) et 44 BOULEVARD HENRI BAZIN (Chenôve), à compter du 13/05/2019 jusqu'au 22/05/2019, les prescriptions suivantes s'appliquent.

La circulation des piétons est interdite sur le trottoir. La circulation est rendue libre chaque soir.

Pour permettre aux piétons de circuler en toute sécurité, l'entreprise matérialisera un cheminement. Ce passage, d'un mètre quarante de largeur minimum, sera délimité au moyen de barrières.

La vitesse maximale autorisée des véhicules est fixée à 30 km/h.

Le stationnement des véhicules est interdit au droit des numéros pairs sur une longueur de 30 mètres.

Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du Code de la route.

**Article 2**

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par l'entreprise SNCTP.

**Article 3**

Le présent arrêté devra être affiché visiblement sur les lieux.

**Article 4**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de la Police Nationale

- Monsieur le Directeur des Services Techniques
- Police Municipale de Chenôve
- L'entreprise SNCTP
- GRDF

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD  
Date : 03/05/2019  
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux travaux

**ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités territoriales

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques

Vu le Code de la voirie routière,

Vu la demande effectuée sous le numéro 191005 par laquelle TERELEC pour le compte de ENEDIS sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public pour réaliser son chantier

Vu la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant TERELEC pour le compte de ENEDIS à engager sur son domaine les travaux objets de la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

**CONSIDERANT**

que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations sur l'espace public lors du déroulement des travaux relatifs à la demande susvisée que doit assurer l'entreprise TERELEC pour le compte de ENEDIS, il est nécessaire de délivrer un permis de stationnement définissant les conditions d'installation du chantier RUE GASTON ROUPNEL que cette occupation temporaire, pour la réalisation d'un chantier, n'est pas soumise à l'obligation de sélection prévue par l'article L22212-1-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

**ARRÊTE****Article 1**

L'entreprise TERELEC est autorisée sous réserve de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, à occuper le domaine public du 11 au 9 RUE GASTON ROUPNEL (Chenôve) sur trottoir et sur chaussée, conformément à l'emprise de chantier définie dans la demande susvisée, à compter du 08/05/2019 jusqu'au 22/05/2019.

**Article 2**

La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date de l'occupation de la dépendance domaniale, telle qu'elle résulte notamment de l'instruction sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel. Par ailleurs, la signalisation permanente qui viendrait à être masquée ou déposée à l'occasion du chantier devra être rétablie.

L'entreprise TERELEC doit, en outre et le cas échéant, respecter les prescriptions particulières de l'arrêté de police réglementant la circulation à l'occasion du chantier.

L'entreprise TERELEC a la charge de la signalisation et est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation, qui doit être maintenue de jour comme de nuit.

L'entreprise TERELEC devra également maintenir en bon état de propreté, pendant toute la durée des travaux, l'espace qui lui est alloué et ses alentours. A la fin des travaux, le domaine public devra être laissé en parfait état. A défaut, la remise en état en sera effectuée par la collectivité au frais du pétitionnaire.

**Article 3 : Validité et renouvellement de l'autorisation**

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre immédiatement les lieux dans leur état primitif. En cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

#### **Article 4**

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel la collectivité se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **Article 5**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de la Police Nationale
- Monsieur le Directeur des Services Techniques
- Police Municipale de Chenôve
- L'entreprise TERELEC
- ENEDIS

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD  
Date : 03/05/2019  
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux travaux

**ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R.417-10

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription et le livre 1, 8ème partie, signalisation temporaire

Vu la demande de travaux effectuée sous le numéro 191005 par laquelle il est demandé l'autorisation d'installer un chantier dans l'emprise de la voirie au bénéfice de l'entreprise TERELEC pour le compte de ENEDIS

Vu la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant le demandeur à engager sur son domaine les travaux objets de la demande susvisée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

Vu le permis de stationnement autorisant l'entreprise TERELEC à installer le chantier relatif à la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

**CONSIDÉRANT**

que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations à la circulation lors du déroulement des travaux sur réseaux d'électricité que doit réaliser l'entreprise TERELEC pour le compte de ENEDIS, il est nécessaire de prendre des mesures spéciales de restriction de la circulation : RUE GASTON ROUPNEL

**ARRÊTE****Article 1**

A TITRE TEMPORAIRE - POUR CAUSE DE TRAVAUX

INTERDICTION DE STATIONNEMENT et CIRCULATION INTERDITE

du 9 au 11 RUE GASTON ROUPNEL (Chenôve), à compter du 09/05/2019 jusqu'au 22/05/2019, les prescriptions suivantes s'appliquent.

La circulation des véhicules est interdite. La circulation est rendue libre le week-end.

Toutefois, cette disposition ne s'applique pas aux riverains, quand la situation le permet.

Le stationnement des véhicules est interdit des deux côtés sur une longueur de 20 mètres.

Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du Code de la route.

**Article 2**

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par l'entreprise TERELEC.

**Article 3**

Le présent arrêté devra être affiché visiblement sur les lieux.

**Article 4**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de la Police Nationale
- Monsieur le Directeur des Services Techniques
- Police Municipale de Chenôve
- L'entreprise TERELEC
- ENEDIS

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD  
Date : 03/05/2019  
Qualité : 1<sup>er</sup> Adjoint délégué aux  
travaux



**ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités territoriales

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques

Vu le Code de la voirie routière,

Vu la demande effectuée sous le numéro 190965 par laquelle SOCATER pour le compte de GRDF sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public pour réaliser son chantier

Vu la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant SOCATER pour le compte de GRDF à engager sur son domaine les travaux objets de la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

**CONSIDERANT**

que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations sur l'espace public lors du déroulement des travaux relatifs à la demande susvisée que doit assurer l'entreprise SOCATER pour le compte de GRDF, il est nécessaire de délivrer un permis de stationnement définissant les conditions d'installation du chantier RUE GASTON ROUPNEL que cette occupation temporaire, pour la réalisation d'un chantier, n'est pas soumise à l'obligation de sélection prévue par l'article L22212-1-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

**ARRÊTE****Article 1**

L'entreprise SOCATER est autorisée sous réserve de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, à occuper le domaine public 9 RUE GASTON ROUPNEL (Chenôve) sur trottoir et sur chaussée, conformément à l'emprise de chantier définie dans la demande susvisée, à compter du 13/05/2019 jusqu'au 20/05/2019.

**Article 2**

La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date de l'occupation de la dépendance domaniale, telle qu'elle résulte notamment de l'instruction sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel. Par ailleurs, la signalisation permanente qui viendrait à être masquée ou déposée à l'occasion du chantier devra être rétablie.

L'entreprise SOCATER doit, en outre et le cas échéant, respecter les prescriptions particulières de l'arrêté de police réglementant la circulation à l'occasion du chantier.

L'entreprise SOCATER a la charge de la signalisation et est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation, qui doit être maintenue de jour comme de nuit.

L'entreprise SOCATER devra également maintenir en bon état de propreté, pendant toute la durée des travaux, l'espace qui lui est alloué et ses alentours. A la fin des travaux, le domaine public devra être laissé en parfait état. A défaut, la remise en état en sera effectuée par la collectivité au frais du pétitionnaire.

**Article 3 : Validité et renouvellement de l'autorisation**

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre immédiatement les lieux dans leur état primitif. En cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

#### **Article 4**

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel la collectivité se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **Article 5**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de la Police Nationale
- Monsieur le Directeur des Services Techniques
- Police Municipale de Chenôve
- L'entreprise SOCATER
- GRDF

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD  
Date : 07/05/2019  
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux travaux

**ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 413-1 et R.417-10

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 2ème partie, signalisation de danger et le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

Vu la demande de travaux effectuée sous le numéro 190965 par laquelle il est demandé l'autorisation d'installer un chantier dans l'emprise de la voirie au bénéfice de l'entreprise SOCATER pour le compte de GRDF

Vu la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant le demandeur à engager sur son domaine les travaux objets de la demande susvisée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

Vu le permis de stationnement autorisant l'entreprise SOCATER à installer le chantier relatif à la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

**CONSIDÉRANT**

que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations à la circulation lors du déroulement des travaux sur réseaux de gaz que doit réaliser l'entreprise SOCATER pour le compte de GRDF, il est nécessaire de prendre des mesures spéciales de restriction de la circulation : RUE GASTON ROUPNEL

**ARRÊTE****Article 1**

A TITRE TEMPORAIRE - POUR CAUSE DE TRAVAUX

INTERDICTION DE STATIONNEMENT, NEUTRALISATION DE VOIE, LIMITATION DE VITESSE et CIRCULATION ALTERNEE

9 RUE GASTON ROUPNEL (Chenôve), à compter du 13/05/2019 jusqu'au 20/05/2019, les prescriptions suivantes s'appliquent.

La circulation des piétons est interdite sur le trottoir.

Les piétons devront emprunter le trottoir d'en face. La signalisation suivante sera mise en place de part et d'autre du chantier : panneau "Piétons, traversez" + 30 mètres avant le chantier : AK5 + panneau "Traversée de piétons".

La largeur de la chaussée sera rétrécie et la circulation se fera par alternat sur une longueur maximale de 30 mètre(s), suivant les règles générales du Code de la Route.

La vitesse maximale autorisée des véhicules est fixée à 30 km/h.

Le stationnement des véhicules est interdit des deux côtés sur une longueur de 20 mètres.

Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du Code de la route.

**Article 2**

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par l'entreprise SOCATER.

**Article 3**

Le présent arrêté devra être affiché visiblement sur les lieux.

**Article 4**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de la Police Nationale
- Monsieur le Directeur des Services Techniques

- Police Municipale de Chenôve
- L'entreprise SOCATER
- GRDF

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD  
Date : 07/05/2019  
Qualité : 1<sup>er</sup> Adjoint délégué aux  
travaux

**ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités territoriales

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques

Vu le Code de la voirie routière,

Vu la demande effectuée sous le numéro 191081 par laquelle ETM pour le compte de SUEZ sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public pour réaliser son chantier

Vu la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant

ETM pour le compte de SUEZ à engager sur son domaine les travaux objets de la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

**CONSIDERANT**

que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations sur l'espace public lors du déroulement des travaux relatifs à la demande susvisée que doit assurer l'entreprise ETM pour le compte de SUEZ, il est nécessaire de délivrer un permis de stationnement définissant les conditions d'installation du chantier RUE GASTON ROUPNEL que cette occupation temporaire, pour la réalisation d'un chantier, n'est pas soumise à l'obligation de sélection prévue par l'article L22212-1-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

**ARRÊTE****Article 1**

L'entreprise ETM est autorisée sous réserve de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, à occuper le domaine public 9 RUE GASTON ROUPNEL (Chenôve) sur chaussée, conformément à l'emprise de chantier définie dans la demande susvisée, à compter du 13/05/2019 jusqu'au 24/05/2019.

**Article 2**

La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date de l'occupation de la dépendance domaniale, telle qu'elle résulte notamment de l'instruction sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel. Par ailleurs, la signalisation permanente qui viendrait à être masquée ou déposée à l'occasion du chantier devra être rétablie.

L'entreprise ETM doit, en outre et le cas échéant, respecter les prescriptions particulières de l'arrêté de police réglementant la circulation à l'occasion du chantier.

L'entreprise ETM a la charge de la signalisation et est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation, qui doit être maintenue de jour comme de nuit.

L'entreprise ETM devra également maintenir en bon état de propreté, pendant toute la durée des travaux, l'espace qui lui est alloué et ses alentours. A la fin des travaux, le domaine public devra être laissé en parfait état. A défaut, la remise en état en sera effectuée par la collectivité au frais du pétitionnaire.

**Article 3 : Validité et renouvellement de l'autorisation**

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre immédiatement les lieux dans leur état primitif. En cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

**Article 4**

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel la collectivité se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 5**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de la Police Nationale
- Monsieur le Directeur des Services Techniques
- Police Municipale de Chenôve
- L'entreprise ETM
- SUEZ

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD  
Date : 07/05/2019  
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux travaux

**ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 413-1 et R.417-10

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 2ème partie, signalisation de danger et le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

Vu la demande de travaux effectuée sous le numéro 191081 par laquelle il est demandé l'autorisation d'installer un chantier dans l'emprise de la voirie au bénéfice de l'entreprise ETM pour le compte de SUEZ

Vu la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant le demandeur à engager sur son domaine les travaux objets de la demande susvisée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

Vu le permis de stationnement autorisant l'entreprise ETM à installer le chantier relatif à la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

**CONSIDÉRANT**

que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations à la circulation lors du déroulement des travaux sur réseaux d'assainissement et sur réseaux d'eau potable que doit réaliser l'entreprise ETM pour le compte de SUEZ, il est nécessaire de prendre des mesures spéciales de restriction de la circulation : RUE GASTON ROUPNEL

**ARRÊTE****Article 1**

A TITRE TEMPORAIRE - POUR CAUSE DE TRAVAUX  
CIRCULATION ALTERNEE, LIMITATION DE VITESSE, NEUTRALISATION DE VOIE et  
INTERDICTION DE STATIONNEMENT

9 RUE GASTON ROUPNEL (Chenôve), à compter du 13/05/2019 jusqu'au 24/05/2019, les prescriptions suivantes s'appliquent.

La circulation des piétons est interdite sur le trottoir.

Les piétons devront emprunter le trottoir d'en face. La signalisation suivante sera mise en place de part et d'autre du chantier : panneau "Piétons, traversez" + 30 mètres avant le chantier : AK5 + panneau "Traversée de piétons".

La largeur de la chaussée sera rétrécie et la circulation se fera par alternat sur une longueur maximale de 30 mètre(s), suivant les règles générales du Code de la Route. La circulation est rendue libre chaque soir.

La vitesse maximale autorisée des véhicules est fixée à 30 km/h.

Le stationnement des véhicules est interdit des deux côtés sur une longueur de 20 mètres.

Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du Code de la route.

**Article 2**

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par l'entreprise ETM.

**Article 3**

Le présent arrêté devra être affiché visiblement sur les lieux.

**Article 4**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de la Police Nationale

- Monsieur le Directeur des Services Techniques
- Police Municipale de Chenôve
- L'entreprise ETM
- SUEZ

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD  
Date : 07/05/2019  
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux travaux



## **ARRÊTÉ DU MAIRE**

### **Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu le Code de la route,  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et le bon déroulement d'un déménagement de Monsieur ROUSSEL Frédéric au 6 rue Pasteur, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public comme suit :

### **ARRÊTE**

#### **Article 1 :**

Afin de permettre le bon déroulement de son déménagement, il convient d'autoriser Monsieur ROUSSEL Frédéric à occuper le domaine public, pour stationner le camion de déménagement au droit du 6 rue Pasteur, sur 20 ml.

#### **Article 2 :**

**Cet arrêté est exécutoire du 17 au 19 mai 2019.**

#### **Article 3 :**

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par le Centre Technique Municipal, pendant toute la durée du déménagement.

#### **Article 4 :**

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

#### **Article 5 :**

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'équipe du Centre Technique Municipal, sous le contrôle de la Police Municipale.

#### **Article 6 :**

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêt

#### **Article 7 :**

Copie du présent arrêté sera adressée à :  
Monsieur le Président de Dijon Métropole,  
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,  
Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques,  
Monsieur ROUSSEL Frédéric  
CTM,  
Police Municipale,  
Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD  
Date : 07/05/2019  
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux travaux

**ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu le Code de la route,  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et le bon déroulement d'un déménagement par l'entreprise DEMENAGEMENT DIJON au le 5 rue Alfred Changenet, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public comme suit :

**ARRÊTE****Article 1 :**

Afin de permettre le bon déroulement du déménagement, il convient d'autoriser l'entreprise DEMENAGEMENT DIJON à occuper le domaine public, pour le stationnement d'un porteur de 19 tonnes sur la chaussée devant le 5 rue Alfred Changenet.  
La circulation sera interdite dans la portion comprise entre le n°5 rue Alfred Changenet et la rue Claude Chappe.

**Article 2 :**

**Cet arrêté est exécutoire le 15 mai 2019 de 7h30 à 12h00.**

**Article 3 :**

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'équipe du Centre Technique Municipal, pendant toute la durée du déménagement.

**Article 4 :**

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

**Article 5 :**

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'équipe du Centre Technique Municipal, sous le contrôle de la Police Municipale.

**Article 6 :**

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 7 :**

Copie du présent arrêté sera adressée à :  
Monsieur le Président de Dijon Métropole,  
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,  
Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques,  
Monsieur le Directeur de l'entreprise DEMENAGEMENT DIJON,  
Police Municipale,

Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD  
Date : 14/05/2019  
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux travaux

**ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités territoriales

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques

Vu le Code de la voirie routière,

Vu la demande effectuée sous le numéro 191244 par laquelle SUEZ - ENTREPRISE pour le compte de SUEZ sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public pour réaliser son chantier

Vu la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant SUEZ - ENTREPRISE pour le compte de SUEZ à engager sur son domaine les travaux objets de la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

**CONSIDERANT**

que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations sur l'espace public lors du déroulement des travaux relatifs à la demande susvisée que doit assurer l'entreprise SUEZ - ENTREPRISE pour le compte de SUEZ, il est nécessaire de délivrer un permis de stationnement définissant les conditions d'installation du chantier RUE GEORGE SAND que cette occupation temporaire, pour la réalisation d'un chantier, n'est pas soumise à l'obligation de sélection prévue par l'article L22212-1-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

**ARRÊTE****Article 1**

L'entreprise SUEZ - ENTREPRISE est autorisée sous réserve de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, à occuper le domaine public RUE GEORGE SAND du côté impair (Chenôve) sur chaussée, conformément à l'emprise de chantier définie dans la demande susvisée, à compter du 20/05/2019 au 24/05/2019.

**Article 2**

La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date de l'occupation de la dépendance domaniale, telle qu'elle résulte notamment de l'instruction sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel. Par ailleurs, la signalisation permanente qui viendrait à être masquée ou déposée à l'occasion du chantier devra être rétablie.

L'entreprise SUEZ - ENTREPRISE doit, en outre et le cas échéant, respecter les prescriptions particulières de l'arrêté de police réglementant la circulation à l'occasion du chantier.

L'entreprise SUEZ - ENTREPRISE a la charge de la signalisation et est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation, qui doit être maintenue de jour comme de nuit.

L'entreprise SUEZ - ENTREPRISE devra également maintenir en bon état de propreté, pendant toute la durée des travaux, l'espace qui lui est alloué et ses alentours. A la fin des travaux, le domaine public devra être laissé en parfait état. A défaut, la remise en état en sera effectuée par la collectivité au frais du pétitionnaire.

**Article 3 : Validité et renouvellement de l'autorisation**

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit

réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre immédiatement les lieux dans leur état primitif. En cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

#### **Article 4**

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel la collectivité se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **Article 5**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de la Police Nationale
- Monsieur le Directeur des Services Techniques
- Police Municipale de Chenôve
- L'entreprise SUEZ
- SUEZ

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD  
Date : 14/05/2019  
Qualité : 1<sup>er</sup> Adjoint délégué aux travaux

**ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R.417-10

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 2ème partie, signalisation de danger et le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

Vu la demande de travaux effectuée sous le numéro 191244 par laquelle il est demandé l'autorisation d'installer un chantier dans l'emprise de la voirie au bénéfice de l'entreprise SUEZ - ENTREPRISE pour le compte de SUEZ

Vu la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant le demandeur à engager sur son domaine les travaux objets de la demande susvisée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

Vu le permis de stationnement autorisant l'entreprise SUEZ - ENTREPRISE à installer le chantier relatif à la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

**CONSIDÉRANT**

que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations à la circulation lors du déroulement des travaux sur réseaux d'eau potable que doit réaliser l'entreprise SUEZ - ENTREPRISE pour le compte de SUEZ, il est nécessaire de prendre des mesures spéciales de restriction de la circulation : RUE GEORGE SAND

**ARRÊTE****Article 1**

A TITRE TEMPORAIRE - POUR CAUSE DE TRAVAUX

INTERDICTION DE STATIONNEMENT et NEUTRALISATION DE VOIE

RUE GEORGE SAND du côté impair (Chenôve), à compter du 20/05/2019 jusqu'au 24/05/2019, les prescriptions suivantes s'appliquent.

La circulation des piétons est interdite sur le trottoir.

Pour permettre aux piétons de circuler en toute sécurité, l'entreprise matérialisera un cheminement. Ce passage, d'un mètre quarante de largeur minimum, sera délimité au moyen de barrières.

Le stationnement des véhicules est interdit au droit des numéros impairs sur une longueur de 20 mètres.

Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du Code de la route.

**Article 2**

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par l'entreprise SUEZ – ENTREPRISE.

**Article 3**

Le présent arrêté devra être affiché visiblement sur les lieux.

**Article 4**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de la Police Nationale
- Monsieur le Directeur des Services Techniques
- Police Municipale de Chenôve
- L'entreprise SUEZ - ENTREPRISE

- SUEZ

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD  
Date : 14/05/2019  
Qualité : 1<sup>er</sup> Adjoint délégué aux  
travaux



## **ARRÊTÉ DU MAIRE**

### **Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu le Code de la route,  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux sur les façades chez M. SEBBAR Khalid demeurant au n° 30 rue Armand Thibaut, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public.

### **ARRÊTE**

#### **Article 1 :**

Monsieur SEBBAR Khalid est autorisé, dans le cadre de travaux sur les façades, réalisés par l'entreprise SARL FACADES BOURGOGNE 21, à occuper le domaine public et à mettre en place un échafaudage sur l'espace vert public jouxtant sa maison 30 rue Armand Thibaut.

#### **Article 2 :**

**Cet arrêté est exécutoire du 17 mai 2019 au 7 juin 2019.**

#### **Article 3 :**

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par M. SEBBAR Khalid sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

#### **Article 4 :**

Monsieur SEBBAR Khalid a l'obligation de remettre en état le domaine public à la fin des travaux, comme à l'existant.

#### **Article 5 :**

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

#### **Article 6 :**

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

#### **Article 7 :**

Copie du présent arrêté sera adressée à :  
Monsieur le Président de Dijon Métropole,  
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,  
Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur SEBBAR Khalid,  
Police Municipale,  
Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD  
Date : 16/05/2019  
Qualité : 1er Adjoint délégué aux  
travaux

## **ARRÊTÉ DU MAIRE**

### **Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu le Code de la route,  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et le bon déroulement du déménagement par l'entreprise ID'EES 21 au 22 rue Ernest Renan, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public comme suit :

### **ARRÊTE**

#### **Article 1 :**

Afin de permettre le bon déroulement du déménagement, il convient de réserver 4 places de stationnement en épis au droit du n° 22 rue Ernest Renan à Chenôve.

#### **Article 2 :**

**Cet arrêté est exécutoire le mardi 28 mai 2019.**

#### **Article 3 :**

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'équipe du Centre Technique Municipal, pendant toute la durée du déménagement.

#### **Article 4 :**

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

#### **Article 5 :**

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'équipe du Centre Technique Municipal, sous le contrôle de la Police Municipale.

#### **Article 6 :**

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

#### **Article 7 :**

Copie du présent arrêté sera adressée à :  
Monsieur le Président de Dijon Métropole,  
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,  
Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques,  
Monsieur le Directeur de l'entreprise ID'EES 21  
Centre Technique Municipal,

CTM  
Police Municipale,  
Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD  
Date : 17/05/2019  
Qualité : 1<sup>er</sup> Adjoint délégué aux  
travaux

**ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu le Code de la route,  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de démolition de l'ancienne clinique de Chenôve par l'entreprise PENNEQUIN, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public et le stationnement au droit du 42 boulevard Henri Bazin.

**ARRÊTE****Article 1 :**

L'entreprise PENNEQUIN est autorisée à occuper le domaine public au droit du 42 boulevard Henri Bazin sur le trottoir ainsi que sur les places de stationnement sur une longueur de 40 mètres.

La circulation des piétons est interdite sur le trottoir. Les piétons devront emprunter le trottoir d'en face. Une signalisation spécifique sera mise en place.

Le stationnement de tous véhicules, autres que ceux liés à l'exécution des travaux, sera strictement interdit sur cette zone.

L'emprise du chantier sera protégée par des clôtures de chantier conformément à la réglementation en vigueur.

**Article 2 :**

**Cet arrêté est exécutoire du 20 mai 2019 au 28 juin 2019.**

**Article 3 :**

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par la société PENNEQUIN sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

**Article 4 :**

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

**Article 5 :**

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par la société PENNEQUIN sous le contrôle de la Police Municipale.

**Article 6 :**

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 7 :**

Copie du présent arrêté sera adressée à :  
Monsieur le Président de Dijon Métropole,

Monsieur le Directeur de la Police Nationale,  
Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques,  
Monsieur le Directeur de la société PENNEQUIN,  
Police Municipale,  
DIEZE,  
Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD  
Date : 17/05/2019  
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux travaux

**ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 413-1

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 2ème partie, signalisation de danger et le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

Vu la demande de travaux effectuée sous le numéro 191275 par laquelle il est demandé l'autorisation d'installer un chantier dans l'emprise de la voirie au bénéfice de l'entreprise MS2R pour le compte de BOUYGUES E.S / CITELUM

Vu la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant le demandeur à engager sur son domaine les travaux objets de la demande susvisée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

Vu le permis de stationnement autorisant l'entreprise MS2R à installer le chantier relatif à la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

**CONSIDÉRANT**

que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations à la circulation lors du déroulement des travaux sur réseaux de télécommunications que doit réaliser l'entreprise MS2R pour le compte de BOUYGUES E.S / CITELUM, il est nécessaire de prendre des mesures spéciales de restriction de la circulation : RUE DE MARSANNAY

**ARRÊTE****Article 1**

A TITRE TEMPORAIRE - POUR CAUSE DE TRAVAUX  
NEUTRALISATION DE VOIE et LIMITATION DE VITESSE

45 RUE DE MARSANNAY (Chenôve), à compter du 17/06/2019 jusqu'au 28/06/2019, les prescriptions suivantes s'appliquent.

La circulation des piétons est interdite sur le trottoir.

Les piétons devront emprunter le trottoir d'en face. La signalisation suivante sera mise en place de part et d'autre du chantier : panneau "Piétons, traversez" + 30 mètres avant le chantier : AK5 + panneau "Traversée de piétons".

La circulation des véhicules est interdite sur la voie de droite. Les véhicules circuleront sur la voie adjacente affectée au même sens de circulation.

La vitesse maximale autorisée des véhicules est fixée à 30 km/h.

**Article 2**

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par l'entreprise MS2R.

**Article 3**

Le présent arrêté devra être affiché visiblement sur les lieux.

**Article 4**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
- Monsieur le Directeur Général des Services Techniques
- Police Municipale de Chenôve
- L'entreprise MS2R
- BOUYGUES E.S / CITELUM

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD  
Date : 17/05/2019  
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux  
travaux



**ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités territoriales

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques

Vu le Code de la voirie routière,

Vu la demande effectuée sous le numéro 191275 par laquelle MS2R pour le compte de BOUYGUES E.S / CITELUM sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public pour réaliser son chantier

Vu la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant MS2R pour le compte de BOUYGUES E.S / CITELUM à engager sur son domaine les travaux objets de la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

**CONSIDERANT**

que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations sur l'espace public lors du déroulement des travaux relatifs à la demande susvisée que doit assurer l'entreprise MS2R pour le compte de BOUYGUES E.S / CITELUM, il est nécessaire de délivrer un permis de stationnement définissant les conditions d'installation du chantier RUE DE MARSANNAY

que cette occupation temporaire, pour la réalisation d'un chantier, n'est pas soumise à l'obligation de sélection prévue par l'article L22212-1-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

**ARRÊTE****Article 1**

L'entreprise MS2R est autorisée sous réserve de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, à occuper le domaine public du 45 au 54 RUE DE MARSANNAY (Chenôve) sur trottoir, conformément à l'emprise de chantier définie dans la demande susvisée à compter du 15/05/2019 jusqu'au 28/06/2019.

**Article 2**

La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date de l'occupation de la dépendance domaniale, telle qu'elle résulte notamment de l'instruction sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel. Par ailleurs, la signalisation permanente qui viendrait à être masquée ou déposée à l'occasion du chantier devra être rétablie.

L'entreprise MS2R doit, en outre et le cas échéant, respecter les prescriptions particulières de l'arrêté de police réglementant la circulation à l'occasion du chantier.

L'entreprise MS2R a la charge de la signalisation et est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation, qui doit être maintenue de jour comme de nuit.

L'entreprise MS2R devra également maintenir en bon état de propreté, pendant toute la durée des travaux, l'espace qui lui est alloué et ses alentours. A la fin des travaux, le domaine public devra être laissé en parfait état. A défaut, la remise en état en sera effectuée par la collectivité au frais du pétitionnaire.

**Article 3:** Validité et renouvellement de l'autorisation

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre immédiatement les lieux dans leur état primitif. En cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

**Article 4**

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel la collectivité se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 5**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
- Monsieur le Directeur Général des Services Techniques
- Police Municipale de Chenôve
- L'entreprise MS2R
- BOUYGUES E.S / CITELUM

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD  
Date : 17/05/2019  
Qualité : 1<sup>er</sup> Adjoint délégué aux travaux

**ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L2212-2 et suivants, relatifs aux pouvoirs de police du maire,

Considérant que pour assurer la sécurité, le bon ordre et la tranquillité publique, il convient de déterminer les conditions d'accès et d'utilisation de la cour de l'Hôtel de Ville mise à la disposition du public.

**ARRÊTE****Article 1 :**

La cour de l'Hôtel de Ville est réservée aux usagers piétons pour la détente.

**Horaires**

La cour de l'Hôtel de Ville sera ouverte au public :

**Du Lundi au Vendredi de 9h00 à 18h00  
Fermée les samedis, dimanches et jours fériés**

Ces horaires peuvent être modifiés en cas de force majeure, en cas de fortes intempéries, si les conditions de sécurité l'exigent, pour raisons de service (entretien, travaux...) ou par dérogation accordée lors de manifestations particulières. La cour peut être temporairement fermée au public en totalité ou en partie.

**Article 2 :**

Le mobilier urbain et les espaces verts devront être respectés. Il est notamment interdit d'escalader les grilles, de détériorer les matériels, de souiller la cour, d'y jeter des papiers ou autre débris de quelque nature que ce soit. Plus particulièrement, les déchets doivent être mis dans les poubelles installées à cet effet.

Il est précisé que, sont strictement interdits dans cette enceinte :

- les 2 roues motorisées,
- les 2 roues non motorisées,
- les trottinettes,
- les rollers,
- les animaux même tenus en laisse,
- le camping sauvage, le bivouac, l'usage des barbecues, l'allumage de feux pour manifestations diverses.

Il y a lieu également de respecter la tranquillité publique des usagers en interdisant toutes nuisances sonores et toutes consommations de boissons alcoolisées.

**Article 3 :**

Manifestations particulières (autorisation préalable) : tout organisateur de manifestation publique devra en faire la demande écrite à Monsieur le Maire au moins trente jours avant la manifestation en précisant la nature, les dates et heures de celle-ci.

En cas d'autorisation, les organisateurs devront veiller à une parfaite remise en état des lieux.

**Article 4 :**

Sanctions : toute contravention au présent arrêté sera constatée par procès-verbal et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

De façon générale et en tout état de cause, tout contrevenant aux règles du présent règlement, au bon ordre, à la sécurité, la sûreté et la tranquillité publiques, s'expose à une verbalisation et/ou une exclusion de l'espace.

**Article 5 :**

Recours : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Dijon dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**Article 6 :**

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

- Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
- Monsieur le Directeur Général des Services,
- Monsieur le Directeur de la Tranquillité Publique,
- Madame la Directrice des Affaires Générales,
- Police Municipale,
- Centre Technique Municipal,
- Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD

Date : 17/05/2019

Qualité : 6ème Adjoint délégué aux travaux

## **ARRÊTÉ DU MAIRE**

### **Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu le Code de la route  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et le bon déroulement de la fête des voisins le 24 mai 2019 organisée par Mme EL ASRI Leïla, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement dans l'impasse entre le 24 et le 34 rue Messor.

### **ARRÊTE**

#### **Article 1 :**

La circulation et le stationnement sont interdits dans l'impasse entre le 24 et le 34 rue Messor.

#### **Article 2 :**

**Cet arrêté est exécutoire du 24 mai 2019 à 18 heures au 25 mai 2019 à 2 heures.**

#### **Article 3 :**

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

#### **Article 4 :**

Une signalisation temporaire à l'aide panneaux réglementaires sera mise en place par les services techniques, sous le contrôle de la Police Municipale.

#### **Article 5 :**

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

#### **Article 6 :**

Copie du présent arrêté sera adressée à :

Monsieur le Président de Dijon Métropole,  
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,  
Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques,  
Madame EL ASRI Leïla,  
Centre Technique Municipal,  
Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD  
Date : 23/05/2019  
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux  
travaux

**ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu le Code de la route,  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des traditionnels Feux d'Artifice organisés par le service culturel de la Ville de Chenôve, le samedi 13 juillet 2019, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement sur certaines voies communales.

**ARRÊTE****Article 1 :**

Pour la préparation des Feux d'Artifice, **le stationnement et la circulation seront interdits à tous véhicules, ainsi qu'aux piétons, le samedi 13 juillet 2019 de 7h00 à 24h00** sur le sentier n° 33 dit « Montbardon ».

**Article 2 :**

Pendant le tir des Feux d'Artifice, **le stationnement et la circulation seront interdits le samedi 13 juillet 2019 de 19h00 à 24h00** sur la Montée du Chapitre, rue du Général Giraud et sur le parking dit « du cimetière ».

**Article 3 :**

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

**Article 4 :**

La protection du circuit sera réalisée au moyen de barrières métalliques posées par l'organisateur à toutes les intersections.

**Article 5 :**

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 6 :**

Copie du présent arrêté sera adressée à :  
Monsieur le Président de Dijon Métropole,  
Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Côte d'Or,  
Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques,  
Monsieur le Directeur des Affaires Culturelles,  
Police Municipale,  
Centre Technique Municipal (service fêtes et cérémonies)  
Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD  
Date : 22/05/2019  
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux  
travaux



**ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R.417-10

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 2ème partie, signalisation de danger et le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

Vu la demande de travaux effectuée sous le numéro 191321 par laquelle il est demandé l'autorisation d'installer un chantier dans l'emprise de la voirie au bénéfice de l'entreprise MB2TI pour le compte de SUEZ

Vu la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant le demandeur à engager sur son domaine les travaux objets de la demande susvisée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

Vu le permis de stationnement autorisant l'entreprise MB2TI à installer le chantier relatif à la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

**CONSIDÉRANT**

que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations à la circulation lors du déroulement des travaux sur réseaux d'eau potable que doit réaliser l'entreprise MB2TI pour le compte de SUEZ, il est nécessaire de prendre des mesures spéciales de restriction de la circulation :  
RUE ALEXIS PIRON

**ARRÊTE****Article 1**

A TITRE TEMPORAIRE - POUR CAUSE DE TRAVAUX  
INTERDICTION DE STATIONNEMENT et NEUTRALISATION DE VOIE  
RUE ALEXIS PIRON (Chenôve), à compter du 03/06/2019 jusqu'au 07/06/2019, les prescriptions suivantes s'appliquent.

La largeur de la voie piétonne est réduite et la circulation est interdite sur la voie piétonne. Un passage de quatre mètres de large est maintenu pour permettre la circulation des piétons et des véhicules.

Le stationnement des véhicules est interdit des deux côtés sur une longueur de 20 mètres. Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du Code de la route.

**Article 2**

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par l'entreprise MB2TI.

**Article 3**

Le présent arrêté devra être affiché visiblement sur les lieux.

**Article 4**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques
- Police Municipale de Chenôve
- L'entreprise MB2TI
- SUEZ

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD  
Date : 25/05/2019  
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux travaux

**ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités territoriales

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques

Vu le Code de la voirie routière,

Vu la demande effectuée sous le numéro 191321 par laquelle MB2TI pour le compte de SUEZ sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public pour réaliser son chantier

Vu la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant MB2TI pour le compte de SUEZ à engager sur son domaine les travaux objets de la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

**CONSIDÉRANT**

que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations sur l'espace public lors du déroulement des travaux relatifs à la demande susvisée que doit assurer l'entreprise MB2TI pour le compte de SUEZ, il est nécessaire de délivrer un permis de stationnement définissant les conditions d'installation du chantier RUE ALEXIS PIRON

que cette occupation temporaire, pour la réalisation d'un chantier, n'est pas soumise à l'obligation de sélection prévue par l'article L22212-1-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

**ARRÊTE****Article 1**

L'entreprise MB2TI est autorisée sous réserve de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, à occuper le domaine public RUE ALEXIS PIRON (Chenôve) sur trottoir et sur chaussée, conformément à l'emprise de chantier définie dans la demande susvisée, à compter du 03/06/2019 jusqu'au 07/06/2019.

**Article 2**

La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date de l'occupation de la dépendance domaniale, telle qu'elle résulte notamment de l'instruction sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel. Par ailleurs, la signalisation permanente qui viendrait à être masquée ou déposée à l'occasion du chantier devra être rétablie.

L'entreprise MB2TI doit, en outre et le cas échéant, respecter les prescriptions particulières de l'arrêté de police réglementant la circulation à l'occasion du chantier.

L'entreprise MB2TI a la charge de la signalisation et est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation, qui doit être maintenue de jour comme de nuit.

L'entreprise MB2TI devra également maintenir en bon état de propreté, pendant toute la durée des travaux, l'espace qui lui est alloué et ses alentours. A la fin des travaux, le domaine public devra être laissé en parfait état. A défaut, la remise en état en sera effectuée par la collectivité au frais du pétitionnaire.

**Article 3 : Validité et renouvellement de l'autorisation**

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre immédiatement les lieux dans leur état primitif. En cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

#### **Article 4**

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel la collectivité se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **Article 5**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de la Police Nationale
- Monsieur le Directeur des Services Techniques
- Police Municipale de Chenôve
- L'entreprise MB2TI
- SUEZ

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD  
Date : 25/05/2019  
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux travaux

## ARRÊTÉ DU MAIRE

**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales

Vu le Code de la route,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que les travaux de drainage réalisés par l'entreprise SOTREN nécessitent une interdiction d'accès au terrain d'honneur T1 du stade Léo Lagrange.

### ARRÊTE

#### Article 1 :

Le terrain d'honneur T1 est interdit d'accès du **10 juin 2019 au 15 septembre 2019**.

#### Article 2 :

Monsieur le Directeur du Service des Sports-Loisirs-Jeunesse est chargé de l'exécution du présent arrêté.

#### Article 3 :

Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

Monsieur le Président de Dijon Métropole,  
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,  
Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques,  
Monsieur le Directeur du Service des Sports-Loisirs-Jeunesse,  
Police Municipale,  
Centre Technique Municipal,  
Dossier,  
Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Brigitte POPARD  
Date : 26/05/2019  
Qualité : 1ère Adjointe déléguée aux affaires générales, à la jeunesse et aux sports

**ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu le Code de la route,  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de rénovation (voirie/espaces verts/réseaux), par les services municipaux de la ville sur l'avenue Roland Carraz, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation.

**ARRÊTE****Article 1 :**

La circulation sera limitée à une seule voie dans le sens de circulation DIJON ☺ CHENOVE sur une longueur variable suivant l'avancement des travaux sur les structures florales (interventions ponctuelles). Elle sera ouverte au trafic de nuit sur toute sa longueur.

**Article 2 :**

Cet arrêté est exécutoire du 27 mai au 29 novembre 2019.

**Article 3 :**

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché sur le chantier, pendant toute la durée des travaux.

**Article 4 :**

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

**Article 5 :**

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par les services municipaux, et un personnel qualifié assurera la circulation réduite à une file dans chaque sens de circulation.

**Article 6 :**

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 7 :**

Copie du présent arrêté sera adressée à :  
Monsieur le Président de Dijon Métropole,  
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,  
Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques,  
Centre Technique Municipal (service Paysage et Espaces Publics),  
KEOLIS,

Dossier,  
Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD  
Date : 28/05/2019  
Qualité : 1<sup>er</sup> Adjoint délégué aux  
travaux

**ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu le Code de la route et notamment l'article R. 411-8

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 2ème partie, signalisation de danger

Vu la demande de travaux effectuée sous le numéro 191329 par laquelle il est demandé l'autorisation d'installer un chantier dans l'emprise de la voirie au bénéfice de l'entreprise MB2TI pour le compte de SUEZ

Vu la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant le demandeur à engager sur son domaine les travaux objets de la demande susvisée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

Vu le permis de stationnement autorisant l'entreprise MB2TI à installer le chantier relatif à la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

**CONSIDÉRANT**

que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations à la circulation lors du déroulement des travaux sur réseaux d'eau potable que doit réaliser l'entreprise MB2TI pour le compte de SUEZ, il est nécessaire de prendre des mesures spéciales de restriction de la circulation :  
RUE LAMARTINE

**ARRÊTE****Article 1**

A TITRE TEMPORAIRE - POUR CAUSE DE TRAVAUX  
NEUTRALISATION DE VOIE

4 RUE LAMARTINE (Chenôve), à compter du 03/06/2019 jusqu'au 07/06/2019, la largeur de la voie piétonne est réduite et la circulation est interdite sur la voie piétonne.

Les cyclistes devront passer vélos à la main. Pour permettre aux piétons de circuler en toute sécurité, l'entreprise matérialisera un cheminement. Ce passage, d'un mètre quarante de largeur minimum, sera délimité au moyen de barrières.

**Article 2**

L'entreprise MB2TI devra respecter les consignes données par l'exploitant du tramway en réponse à la déclaration de travaux aux abords du tramway.

**Article 3**

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par l'entreprise MB2TI.

**Article 4**

Le présent arrêté devra être affiché visiblement sur les lieux.

**Article 5**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques
- Police Municipale de Chenôve
- L'entreprise MB2TI



- SUEZ

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD  
Date : 28/05/2019  
Qualité : 1<sup>er</sup> Adjoint délégué aux travaux

**ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités territoriales

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques

Vu le Code de la voirie routière,

Vu la demande effectuée sous le numéro 191329 par laquelle MB2TI pour le compte de SUEZ sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public pour réaliser son chantier

Vu la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant MB2TI pour le compte de SUEZ à engager sur son domaine les travaux objets de la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

**CONSIDÉRANT**

que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations sur l'espace public lors du déroulement des travaux relatifs à la demande susvisée que doit assurer l'entreprise MB2TI pour le compte de SUEZ, il est nécessaire de délivrer un permis de stationnement définissant les conditions d'installation du chantier RUE LAMARTINE

que cette occupation temporaire, pour la réalisation d'un chantier, n'est pas soumise à l'obligation de sélection prévue par l'article L22212-1-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

**ARRÊTE****Article 1**

L'entreprise MB2TI est autorisée sous réserve de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, à occuper le domaine public 4 RUE LAMARTINE (Chenôve) sur trottoir, conformément à l'emprise de chantier définie dans la demande susvisée, à compter du 03/06/2019 jusqu'au 07/06/2019.

**Article 2**

La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date de l'occupation de la dépendance domaniale, telle qu'elle résulte notamment de l'instruction sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel. Par ailleurs, la signalisation permanente qui viendrait à être masquée ou déposée à l'occasion du chantier devra être rétablie.

L'entreprise MB2TI doit, en outre et le cas échéant, respecter les prescriptions particulières de l'arrêté de police réglementant la circulation à l'occasion du chantier.

L'entreprise MB2TI a la charge de la signalisation et est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation, qui doit être maintenue de jour comme de nuit.

L'entreprise MB2TI devra également maintenir en bon état de propreté, pendant toute la durée des travaux, l'espace qui lui est alloué et ses alentours. A la fin des travaux, le domaine public devra être laissé en parfait état. A défaut, la remise en état en sera effectuée par la collectivité au frais du pétitionnaire.

**Article 3 : Validité et renouvellement de l'autorisation**

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre immédiatement les lieux dans leur état primitif. En cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

#### **Article 4**

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel la collectivité se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **Article 5**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
- Monsieur le Directeur Général des Services Techniques
- Police Municipale de Chenôve
- L'entreprise MB2TI
- SUEZ

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD  
Date : 28/05/2019  
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux travaux